

Résolution générale situation politique et sociale *(Version définitive adoptée au congrès de fondation du NPA le 7 février 2009)*

I - Un monde en crise

I . 1 - Faire payer la crise à ceux qui en sont responsables

A. Une crise dont les causes sont au cœur du capitalisme

Contrairement à tous ceux qui dénoncent aujourd'hui le mauvais capitalisme bancaire pour mieux célébrer le capitalisme entrepreneurial, nous ne les séparons pas. Le capitalisme moderne c'est la fusion de ces deux formes qui a étendu sa domination à toute la planète avec la mondialisation. Il n'y a pas un bon et un mauvais capitalisme. Le seul but de l'économie capitaliste quelle que soit sa forme est depuis toujours la production de profit maximum, abandonnant ainsi toute production pouvant répondre à des besoins réels, mais ne trouvant pas une demande solvable et « suffisamment » rémunératrice pour les actionnaires. Cela pose directement la nécessité du contrôle des choix et des méthodes de production et donc du contrôle des moyens de production.

Le secteur de la production, stimulé par une spéculation basée sur l'anticipation des profits, se heurte à la restriction de la consommation. Restriction entraînée par l'offensive des multinationales et des États pour faire remonter le taux de profit en baissant le coût du travail par le chômage massif, l'intensification du travail, la précarisation, l'augmentation de travailleurs pauvres et l'érosion du niveau de vie. Tant qu'il y a des perspectives de profit, la spéculation s'emballe, le crédit se gonfle, entraînant la production au-delà des limites du marché solvable. Aux premiers signes de ralentissement, la méfiance s'installe, les milliers de milliards de crédits à l'immobilier, la consommation, le commerce et leurs dérivés spéculatifs n'apparaissent plus que comme des châteaux de cartes qui ne reposent sur aucune création réelle de richesse. La crainte s'installe, le crédit se raréfie puis manque, et la machine entière se grippe.

L'intérêt de l'infime minorité (gros actionnaires, dirigeants des grandes entreprises) qui a la mainmise sur l'économie mondiale est fondamentalement opposé, contradictoire avec l'intérêt de ceux qui ne peuvent vivre que de leur travail ou de leurs allocations, c'est-à-dire de la grande majorité de la population.

Enfin le capitalisme met en péril chaque jour un peu plus les équilibres écologiques, de manière irréversible.

B. L'intervention des États : au service du capital

L'intervention des États dans la crise se fait contre les salariés, il s'agit de voler au secours du capital. Elle signe la faillite et l'irresponsabilité de tous ceux qui vantaient le libéralisme. Les États font payer la crise à la population. Par l'intermédiaire des banques centrales, ils cautionnent sans contreparties et sans contrôle ceux qui en sont à l'origine.

Ils déversent des sommes colossales pour renflouer ceux-là mêmes dont l'avidité a conduit à la crise actuelle. Cyniquement, ils favorisent la concentration des banques, subventionnent comme aux États-Unis les industries de l'automobile, et accentuent leur offensive contre les travailleurs. Sarkozy, Fillon et leurs ministres n'ont de cesse de répéter qu'il faut accélérer leurs réformes.

Il était pourtant impossible de trouver les quelques milliards qui manquent pour le prétendu trou de la Sécu, pour les caisses de retraite, pour augmenter les salaires, les allocations sociales et pour embaucher dans les services publics. Mais l'État français trouve 3 milliards d'euros pour Dexia, des milliards pour les PME, et qui seront étendus aux entreprises de 500 salariés, 360 milliards pour aider les banques en difficulté, même quand elles ont engrangé des milliards de bénéfices...

En rachetant les actifs "pourris" des banques et sociétés financières, en lançant des emprunts bien rémunérés auprès de ceux-là mêmes à qui ils viennent de donner l'argent public, les États creusent ainsi leur propre dette, alors que les capitalistes nous assènent que la dette publique doit être minimale, et qu'ils se préparent à faire payer celle-ci aux populations par l'aggravation des restrictions budgétaires (éducation, santé, recherche, prestations, subventions aux associations), la diminution des effectifs de fonctionnaires et le démantèlement des services publics.

L'urgence avec laquelle agissent les gouvernements pour sauver les banques illustre le refus du système à organiser et planifier des investissements et une production qui réponde réellement aux besoins de la population. Or, c'est bien à une telle planification qu'il faut avoir recours pour renverser les priorités, réparer les catastrophes environnementales provoquées par la production capitaliste et envisager un autre

développement.

I . 2 - Face à la crise capitaliste, l'urgence sociale, démocratique et écologique

Face à la crise capitaliste, l'urgence sociale exige une riposte à la hauteur des enjeux. Pour imposer des mesures d'urgence en faveur du monde du travail, des précaires et des chômeur-se-s, des couches populaires, des femmes, des personnes âgées, handicapées, discriminées et des jeunes, un mouvement d'ensemble est nécessaire, seul capable de mettre un coup d'arrêt aux politiques menées par les gouvernements en place et dont l'objectif affiché est de faire payer la crise à ceux qui la subissent déjà. Si les luttes existent, elles restent dispersées et trop souvent isolées. Nous avons besoin d'une réponse à un niveau supérieur. Nous devons tout faire pour aider à unifier et à coordonner ces luttes de résistance en indiquant qu'il s'agit de construire un « tous ensemble ».

Face aux faillites et licenciements massifs qui menacent, au chômage de masse qui s'ensuivra et aux millions de vies qui risquent d'être détruites, nous présentons un plan d'urgence sociale pour faire supporter le coût de la crise aux capitalistes qui en portent la responsabilité, empêcher l'augmentation de la paupérisation de la population, protéger la population des dégradations massives qui se préparent. Nous devons tout faire pour que puissent se rassembler, autour de ce programme d'urgence, le monde du travail tout entier ainsi que ses organisations, les autres forces de gauche anticapitalistes, les associations et les citoyens.

A. Urgence sociale

- Interdiction des licenciements, sous peine de réquisition publique, et partage du travail entre tous sans diminution de salaires ; poursuite de la production sous contrôle des salarié-e-s. Pour les entreprises qui se révèlent réellement en difficulté, le financement sera assuré par un service public bancaire, et assis sur une cotisation spéciale acquittée par l'ensemble des actionnaires. Maintien du salaire en cas de chômage technique financé par le même fonds.

- Augmentation des salaires, retraites et des minima sociaux : 300 euros de plus par mois, pas de salaire ni de revenu inférieurs à 1500 euros nets, indexation des salaires sur les prix. Transformation systématique des emplois précaires en emplois stables (dans le privé) ou à statut (dans la fonction publique).

Le salaire, c'est aussi le salaire socialisé financé par les cotisations de sécurité sociale. Nous exigeons la suppression des exonérations de cotisations sociales pour les patrons, et paiement de la dette de l'État à la sécurité sociale.

Dans le cadre d'une sécurité sociale solidaire :

- l'assurance maladie doit prendre en charge à 100 %, sans avance de frais, l'ensemble des soins et compenser intégralement les pertes de salaire pour maladie ;

- les retraites par répartition doivent permettre à chacun-e de bénéficier après une durée maximum de cotisation de 37,5 annuités, à 60 ans maximum (55 ans pour les travaux pénibles), d'une retraite complète correspondant à 75 % du meilleur salaire, et dans tous les cas égale au SMIC. Autogestion par les assurés sociaux de la sécurité sociale, sans intervention de l'État ni du patronat.

- contrat de travail et requalification systématique des contrats précaires et des temps partiels imposés.

- Réduction massive et progressive du temps de travail hebdomadaire à 35 heures, et vers les 32 heures.

- Mise en place d'une allocation pour les jeunes pour étudier et être autonomes.

- Suppression de la TVA sur les produits de première nécessité. Mise en place d'un impôt fortement progressif sur les revenus.

- Arrêt des expulsions des logements ; arrêt des coupures d'eau, de gaz et d'électricité ; réquisition des logements vides ; construction massive de logements sociaux à hauteur des besoins ; gel des loyers ; désenclavement des quartiers par le développement des transports publics.

- Sauvegarde et développement des services publics et arrêt immédiat de la privatisation de la poste et de la santé. Défense du service public d'éducation. Nationalisation de l'industrie pharmaceutique. Fonds publics à l'école publique.

- Crédit gratuit, annulation de leurs dettes pour les travailleurs qui exploitent seuls leurs propres moyens de production, les petits commerçants, artisans, paysans qui sont dans le besoin.

- Annulation des dettes des salariés et chômeurs, en premier lieu victimes du surendettement.

Garantie des dépôts et livrets d'épargne des catégories populaires.

- Réquisition des profits et dividendes des actionnaires.
- Annulation de la dette de l'État
- Nationalisation (dans le sens de socialisation) sans rachat ni indemnité de tous les organismes bancaires, expropriation de leurs actionnaires, unification en un seul service public bancaire (si possible européen) sous le contrôle des travailleurs et de la population qui doivent pouvoir ainsi orienter les investissements en direction de la satisfaction de leurs besoins.

Pour que ce contrôle s'exerce, il faut l'ouverture des livres de comptes, des grandes entreprises du privé comme de l'État, l'abolition du secret bancaire. Cela suppose aussi l'interdiction des paradis fiscaux et de sanctionner ceux qui les utilisent pour maximiser leurs profits (évasion fiscale, etc.), et la suppression du système boursier.

Urgence pour l'égalité entre femmes et hommes et pour les droits des femmes

Droit des femmes à disposer de leur corps :

- des campagnes régulières d'information sur la contraception et l'avortement, notamment à l'école ;
- avortement et contraception libres et gratuits pour toutes les femmes, dans le cadre de services publics et associatifs (loi 1901) d'éducation et de santé.

- Pour une réelle égalité professionnelle :

- rattrapage immédiat des salaires ;
- interdiction des horaires flexibles ;
- réduction du travail de nuit pour les femmes comme pour les hommes aux stricts besoins sociaux ; sa pénibilité doit être compensée par une durée du travail très inférieure et un départ anticipé à la retraite ;
- suppression du travail à temps partiel imposé : en garantissant le passage au temps plein automatique sur simple demande de la salariée, reconnaissance par le code du travail que le temps partiel est une forme de précarité et non un temps choisi, obligation pour les employeurs de payer les mêmes cotisations sociales que les temps pleins ;
- mixité dans les différentes branches de métiers.

- Combattre la double journée des femmes :

Développement d'équipements sociaux pour faciliter la vie quotidienne des femmes et de l'ensemble de la population :

- un grand service public gratuit d'accueil de la petite enfance doté d'un personnel mixte avec la création de maisons de l'enfance intégrant crèches, haltes-garderies et écoles maternelles. Défense des écoles maternelles dès deux ans ;
- des services publics (intégrant l'aide à domicile) plus nombreux et de qualité pour les personnes dépendantes ;
- congés maternité et paternité, après la naissance, de même durée pour les deux parents et indemnisés au niveau du salaire.

- Combattre les violences faites aux femmes :

- par une loi-cadre contre les violences faites aux femmes (élaborée par le CNDF)
- par un service public d'accueil, d'hébergement et de soutien pour les femmes victimes de violence
- par le développement du droit au logement, à l'emploi et à une protection sociale, pour permettre aux femmes d'échapper aux violences conjugales, à la prostitution et aux mariages forcés.

- Mise en place d'une éducation non sexiste à l'école et dans les médias
- Droit autonome au séjour pour les femmes immigrées

Au-delà des mesures d'urgence, il est temps de mettre fin à un système qui laisse à la classe dominante la mainmise sur les principaux moyens de production et d'échange. Cela implique donc forcément l'incursion dans la propriété capitaliste, la remise en question du droit absolu du patronat sur l'économie et la remise en question tout simplement de la propriété privée des grands moyens de production. La logique des besoins sociaux doit se substituer à celle du profit, il faut avancer vers la propriété sociale des secteurs de l'économie. Il s'agit de faire vivre l'actualité et la légitimité de la perspective socialiste et révolutionnaire.

B. Urgence démocratique

La démocratie est bafouée tous les jours. L'immense majorité de la population n'a aucun pouvoir de décision dans tout ce qui concerne sa vie quotidienne, les grands choix économiques et sociaux. La démocratie

implique la remise en cause de la détention des leviers de commande par une minorité, minorité à laquelle se soumettent les gouvernements et les grandes institutions.

Nous pouvons nous battre dès aujourd'hui contre les institutions antidémocratiques de la V^e république en exigeant notamment :

- la proportionnelle intégrale pour les élections,
- la parité, le non-cumul et la limitation du nombre de mandats ainsi que la révocabilité des élu-e-s,
- la suppression du Sénat et des prérogatives quasi monarchiques du président de la république.

Nous devons exiger également l'égalité des droits : avec notamment le droit de vote et d'éligibilité à toutes les élections pour tous les habitants de ce pays, la régularisation de tous les sans-papiers, la fermeture des centres de rétention, l'abandon de condition de nationalité notamment pour exercer les emplois de la fonction publique, et un droit de séjour fondé sur la liberté de circulation et d'installation, l'abolition des accords de Schengen.

Nous mettons dès à présent en débat la nécessité de mettre un terme à la V^e république par un processus constituant pour une république sociale anticapitaliste, processus qui sera nécessairement soutenu par d'immenses luttes sociales coordonnées et par des assemblées partout réunies.

L'urgence démocratique c'est aussi lutter contre l'Etat pénal.

Depuis des décennies, la politique sécuritaire gagne du terrain. Sa logique : pénaliser celles et ceux qui revendiquent et les classes dites « dangereuses », les jeunes, les plus pauvres et les immigrés, les gens du voyage, les personnes souffrant de troubles psychiques. Cela se traduit en France par la création de délits (délit d'outrage...) stigmatisant les plus pauvres, par la criminalisation du mouvement social et syndical (faucheurs d'OGM, lycéens, syndicalistes poursuivis, militants du Dal couverts d'amendes, sans-papiers et leurs soutiens pourchassés, journalistes indépendants inquiétés...), par le renforcement d'un arsenal juridique et législatif pour réprimer, par le fichage de la population (fichier Edvige et autres), par la création du ministère de l'immigration, de l'intégration et de l'identité nationale dont nous exigeons la suppression. Par la volonté d'instrumentaliser le travail social et la psychiatrie publique en outils de délation de contrôle et de maintien de l'ordre. Il nous faut donc défendre une psychiatrie publique ouverte sur la cité et le retrait de toute mesure discriminatoire et répressive concernant les personnes souffrant de troubles psychiques.

Concernant la justice et la police qui constituent le bras armé de l'État pénal, nous devons imposer :

- l'abrogation des lois sécuritaires Vaillant, Perben, Sarkozy ;
- la suppression des fichiers STIC (service de traitement des infractions constatées), qui permet un fichage de masse, et EDVIGE (exploitation documentaire et valorisation de l'information générale) fichier liberticide qui aggrave considérablement l'atteinte aux libertés, et du fichage ADN... Démantèlement de tous les systèmes de surveillance vidéo existants ;
- la suppression des BAC (brigades anti-criminalité) et des forces de répression (CRS, gendarmes mobiles...);
- l'interdiction du Taser, désarmement des policiers en contact avec la population ;
- exiger des moyens efficaces de contrôle de la police par la population et des sanctions contre les atteintes à la dignité des personnes perpétrées par les forces de l'ordre.

C. Urgence écologique

La crise écologique se combine avec la crise sociale, nous proposons des mesures d'urgence écologiques :

- Quotas gratuits par personne pour la consommation privée de litres d'eau, et de kilowattheures d'électricité, de fioul ou de gaz pour le chauffage. Ces quotas doivent être fixés au niveau de la consommation moyenne d'un salarié. Au-delà de cette consommation, paiement de l'eau, de l'électricité et du gaz selon un barème progressif avec des surcotes pour les usages polluants ou de luxe.

- Nationalisation des grands groupes énergétiques et émergence d'un service public unifié de l'énergie qui réoriente la production actuelle de ces groupes, afin de préparer la sortie du nucléaire et l'ère très proche de la fin des énergies fossiles et la fin de la mainmise de ces énergies, pour y substituer sobriété énergétique et développement des énergies renouvelables.

- Démantèlement du marché des droits à polluer qui n'ont servi qu'à générer des profits pour les grands pollueurs.

- Plan de développement de l'emploi en priorité pour répondre aux besoins sociaux et

environnementaux par le développement et la création de services publics, notamment dans les domaines de l'énergie, des transports publics, de l'habitat...

- Réappropriation collective et réorientation de l'outil industriel vers les transports propres (véhicules non polluants) et développement massif des transports collectifs gratuits ainsi que du fret pour les marchandises, gratuité pour les déplacements de proximité. Diminuer les transports de marchandises en incitant à la relocalisation de l'économie.

- Contrôle de la population sur les productions polluantes ou dangereuses : organisation des plans de sortie qui doivent prendre sur les profits pour les dépollutions et le reclassement du personnel (en lien avec l'interdiction des licenciements).

- Plan de sortie démocratiquement maîtrisé, des énergies non renouvelables (pétrole, nucléaire, charbon) ; participer au réseau « Sortir du nucléaire » ; recherche orientée sur les énergies renouvelables. Création d'un service public unifié de l'eau.

- Une politique offensive d'équipement et de constructions de logements sociaux économes en eau, en énergie, en utilisant des matériaux non polluants.

- Sauvegarder la biodiversité et donc interdire la culture des OGM en plein champ. Les études scientifiques sur les OGM doivent être menées exclusivement par la recherche publique en milieu confiné.

- Soutien massif à l'agriculture paysanne et pêcheurs artisanaux qui permettrait :

- aux travailleurs de vivre décemment de leur travail dans le respect de l'environnement ;
- aux populations d'accéder à des produits de qualité, sans pesticides, sans OGM et non irradiés qui satisferont leurs besoins alimentaires et leur santé. Droit à une alimentation de qualité. Favoriser la production et la consommation locales.

- Interdiction du brevetage du vivant.

- Souveraineté alimentaire.

- Éducation de la population, à laquelle il faut donner les moyens culturels et matériels de contribuer individuellement à la lutte contre le gaspillage d'énergie et la pollution (développement du tri sélectif et du recyclage qui doivent être accessibles et efficaces, boycott des emballages inutiles et des sacs plastiques, campagnes permettant la prise de conscience sans culpabilisation..).

I . 3 : Lutter contre la guerre et l'oppression des peuples : favoriser la solidarité internationale

Malgré les leçons terribles du siècle passé, l'entrée dans le XXI^e siècle est marquée par une nouvelle intensification des guerres. La responsabilité principale en revient aux puissances dominantes du monde (et aux classes dirigeantes des pays du sud où elles se déroulent), adossées à leurs industries d'armement, et non aux pays pauvres où elles se déroulent. Ces guerres ont souvent pour origine les effets destructeurs des dominations coloniales ou néo-coloniales et la concurrence pour l'accaparement des richesses naturelles par les grands groupes capitalistes, même si les conflits locaux révèlent des spécificités. Les conflits meurtriers redeviennent permanents dans le monde.

Dans sa volonté de maintenir son hégémonie, l'impérialisme étatsunien s'est réaffirmé comme le principal criminel de guerre de ces dernières années, envahissant l'Afghanistan et l'Irak, provoquant directement plus d'un million de morts dans ce seul pays, détruisant sa société et justifiant l'arbitraire et la torture à grande échelle. Les idéologies de "guerre de civilisations" et de "guerre contre le terrorisme", et plus profondément l'arsenal matériel et administratif mis en oeuvre dans ce cadre constituent un facteur majeur d'emballement policier et guerrier. Le "monde islamique" est aujourd'hui diabolisé, en attendant les effets d'une concurrence exacerbée entre les blocs impérialistes installés (USA, Europe, Japon), et ceux qui tentent d'émerger dans la mondialisation capitaliste (Chine, Russie, Inde). L'impérialisme étatsunien, s'il n'intervient plus directement comme par le passé en Amérique latine, considère toujours cette partie du monde comme sa chasse gardée. Il cherche à déstabiliser et mettre en échec les expériences alternatives anti-libérales qui se développent dans des pays de plus en plus nombreux (Bolivie, Équateur, Venezuela). En s'appuyant sur ses alliés dans la région, il mène une bataille internationale médiatique et financière et conspire pour éliminer les gouvernements, élus et appuyés par le peuple, qui impulsent une politique contraire à ses intérêts économiques.

En Palestine, 60 ans après la naqba, l'armée sioniste continue d'assassiner et instaure un vrai apartheid en toute impunité, avec la complicité de l'impérialisme.

En France, les classes dominantes agissent pour relancer un impérialisme en perte de vitesse, cherchant à asseoir la puissance de ses multinationales, à perpétuer des liens de sujétion avec ses anciennes colonies, en

particulier en Afrique, et à sauvegarder ses dernières possessions d'outre-mer. Depuis son élection, Sarkozy s'est à la fois enrôlé dans "la guerre contre le mal, contre la barbarie..." de Bush, a accéléré l'offensive pour que l'Union européenne soit un outil utile avant tout pour le capitalisme français, et s'est montré un "voyageur de commerce" à l'étranger encore plus cynique que Chirac.

Cette concurrence exacerbée dans la surexploitation des hommes et de la nature et dans les guerres sur une arène mondiale, justifie que notre combat ne peut se limiter au cadre national. Nous avons d'autant plus de responsabilités que c'est en notre nom que l'impérialisme français déploie ses méfaits. Nous devons affirmer plus que la solidarité : une véritable communauté d'intérêts des opprimés à travers le monde.

La première urgence internationale, c'est de lutter contre toute solution militaire aux conflits. La deuxième, c'est de soutenir un développement du tiers-monde dans le sens de la paix, de la justice sociale et de la protection de l'environnement :

- Arrêt de la guerre et retrait de toutes les troupes françaises d'Afghanistan ; retrait de la France de l'alliance militaire impérialiste qu'est l'OTAN ; démantèlement de l'industrie militaire française et européenne, à reconverter dans les industries protégeant l'environnement ; arrêt des ventes d'armes françaises à l'étranger. Désarmement nucléaire total et unilatéral, et appel à une interdiction mondiale de l'arme nucléaire. Interdiction et suppression des armes nucléaires, biologiques et chimiques.

- Non à l'ingérence néo-coloniale et à la présence des troupes françaises en Afrique, en finir avec les pratiques de type colonial dans les départements et territoires français d'outre-mer et mise en oeuvre de projets de développement international des zones insulaires fragiles : Caraïbes, Océan indien, Pacifique.

- Annulation de la dette du tiers-monde, rapatriement pour leurs peuples des capitaux volés par les dictateurs à la solde de l'impérialisme et les puissances coloniales. L'aide financière au développement est non seulement juste à titre de réparation des dégâts du colonialisme et de solidarité internationale, elle est nécessaire pour l'équilibre du monde. Pour la réorienter, soutien aux formes de coopération civile avec le tiers-monde permettant le développement des services publics d'éducation, de santé, d'administration, d'énergie, de communication, de financement, sans imposer notre modèle culturel techniciste comme valeur universelle.

- Soutien aux luttes des peuples opprimés pour le droit à décider de leur destin, quels que soient les pays concernés, c'est-à-dire le droit à l'autodétermination (à l'intérieur comme à l'extérieur de l'hexagone), en particulier pour le peuple palestinien écrasé ; soutien à toutes les luttes dans le monde pour la liberté politique et les droits sociaux.

II - Contre une droite de combat et face à une gauche inexistante ou complice, préparer la contre-offensive

II.1 - Une politique de régression sociale planifiée

Un an et demi après son élection et malgré une impopularité grandissante, Sarkozy et l'UMP, au service de la classe dominante, les patrons et les actionnaires, continuent coûte que coûte leur politique réactionnaire, en accélérant et amplifiant l'offensive menée depuis plus de 30 ans par les gouvernements aussi bien de droite que de gauche.

C'est dans un contexte de crise profonde sans précédent que le gouvernement décide de continuer ses attaques contre l'ensemble des droits et acquis sociaux et démocratiques, touchant l'ensemble de la population et en particulier les classes populaires et la jeunesse :

- Suppressions massives d'emplois dans la fonction publique, privatisation des derniers services publics (Poste, santé...)
- Contre-réformes dans l'éducation nationale avec la volonté d'exclure du droit à l'instruction les jeunes issus des couches sociales les plus défavorisées, paupérisation des étudiants.
- Précarisation accrue du travail (développement des contrats aidés, du contrat à durée déterminé, remise en cause du droit et du code du travail, mise en place du travail forcé avec le RSA, travail du dimanche...)
- Chasse aux chômeurs auxquels est faite l'obligation d'accepter des emplois sous-payés et ou ne correspondant pas à leur domaine professionnel (projet personnalisé d'accès à l'emploi).
- Aggravation du partage inégal des richesses créées par un transfert accru de celles-ci vers les détenteurs du capital : c'est près de 10% du PIB qui est passé de la poche des salariés au capital, soit plus de 170 milliards d'euros par an.
- Destruction de la protection sociale notamment via la baisse des cotisations patronales (Sécu, retraites, indemnisation des chômeurs).

- Aggravation de la politique sécuritaire, des mesures anti-immigrés, des mesures stigmatisant les populations des quartiers populaires et des jeunes en particulier.
- Restriction du droit d'asile et du droit des étrangers.
- Retour de l'ordre moral : le « travailler plus », le travail au mérite, la remise en honneur du colonialisme, de la religion (discours de Latran, accueil du Pape, etc.)...

Bref, toujours plus d'attaques contre les salariés, l'ensemble de la population. Développant ainsi toujours plus la précarité, l'insécurité sociale, rendant ainsi toujours plus corvéable l'ensemble du monde du travail.

Et dans le même temps, toujours plus de cadeaux sont faits aux plus riches : bouclier fiscal, exonérations de cotisations sociales, nouvelles niches fiscales, suppression de la taxe professionnelle... Dans ce contexte, de plus en plus de salariés comprennent qu'une véritable politique de classe régit la société. D'un côté, l'argent est là pour renflouer quelques banques privées et de l'autre les caisses sont vides pour les retraites, la santé, la poste, l'éducation, la culture ou les salaires.

II . 2 - Face à cette politique, il nous faut une gauche politique et syndicale de combat

A. La gauche institutionnelle

Le PS, qui a renoncé depuis longtemps à toute rupture avec le capitalisme, est acquis au libéralisme et à la gestion de l'ordre établi. Il se garde bien aujourd'hui de prendre quelque engagement que ce soit pour revenir sur les mesures de destruction des acquis sociaux prises par la droite (retraite, casse des services publics, droit du travail, santé et protection sociale...) et satisfaire les revendications du monde du travail. Au contraire, il s'inscrit dans l'économie de marché, entérinant la rupture avec ses lointaines origines de parti ouvrier et socialiste. Le congrès de Reims fait éclater les ambitions personnelles sur fond d'unanimité social-libérale. Le départ du courant de Mélenchon confirme bien que le glissement social-libéral du PS est considéré comme irréversible par une partie de ses militants qui ne peuvent plus supporter cette transformation ni se reconnaître dans ce parti.

Quant au PC, il est incapable d'affirmer une politique indépendante du PS. Prisonnier de ses accords électoraux, il ne veut pas défendre, hors des grandes déclarations, un programme de rupture avec le capitalisme, et s'aligne toujours plus comme l'a montré la dernière fête de l'Humanité sur l'objectif électoral de 2012. Écartelé entre une auto-affirmation l'empêchant de faire des propositions unitaires (sa manifestation du 20 septembre pour le pouvoir d'achat) et sa recherche d'une majorité à gauche avec le PS, le PC se montre incapable de dégager une perspective pour les militants du mouvement social en lutte contre le gouvernement.

Les Verts, eux, sont divisés, entre l'attraction vers la droite et celle vers le PS.

Il s'opère aujourd'hui un glissement à droite des état-majors des partis institutionnels, n'imaginant d'autre politique possible pour des partis aspirant au pouvoir que dans le cadre du système d'une politique libérale.

Avec le NPA une perspective s'ouvre aux militants ou sympathisants de ces partis qui n'ont pas renoncé à leurs aspirations et à leurs idées, en offrant une perspective d'opposition radicale au système et un projet de transformation révolutionnaire où les richesses seraient réparties selon les besoins.

B. L'heure des choix dans la gauche radicale

Après avoir fait le choix de l'alliance avec le PS au premier tour des municipales, Lutte ouvrière persiste dans son refus de s'associer à la construction d'un nouveau parti anticapitaliste au nom de désaccords stratégiques. Cette organisation a fait le choix de poursuivre une politique d'auto-construction.

Si pour l'heure, Alternative libertaire n'est pas partie prenante d'un nouveau parti au nom d'un « Front anticapitaliste » qu'elle souhaite construire, elle est une organisation de la gauche radicale avec laquelle des cadres communs de débat et d'action existent (réseaux locaux, collectifs unitaires, équipes syndicales...).

Le mouvement des collectifs unitaires antilibéraux et certains courants ou organisations (Alternatifs, communistes unitaires) souhaitent se fédérer en une nouvelle force alternative et être présents dans les échéances électorales des mois à venir.

Le NPA est disponible pour débattre et agir avec tous ces courants ou organisations politiques. Dans les semaines suivant son congrès de fondation, il aura la préoccupation de s'adresser aux militants et responsables de ces courants et organisations et prendra l'initiative de rencontres avec ceux-ci.

C. Syndicalisme, mouvements sociaux : se battre pour la convergence des luttes

Le contexte actuel n'est pas seulement celui de la crise économique et sociale mais aussi celui des résistances et des luttes, certes éparpillées mais nombreuses. Dans beaucoup de secteurs, des résistances et des initiatives émergent-pour faire face à l'urgence sociale à partir d'un authentique syndicalisme de lutte. Ce sont autant de points d'appui pour redéfinir une stratégie face à l'ampleur sans précédent des attaques multiples et multiformes que subissent les travailleurs et qui démolissent tout modèle social. Ces résistances esquissent de nouveaux rapports de forces et remettent à l'ordre du jour la perspective de la grève générale interprofessionnelle.

Tous les terrains sociaux sont animés de résistances contre l'aggravation des politiques menées par Sarkozy et son gouvernement. Le NPA les soutient activement, en respectant leurs spécificités et leur autonomie. Sans en faire une liste complète, on peut citer les luttes menées pour la défense du droit des femmes (en particulier contre les violences qui leur sont faites), pour les droits des chômeurs, pour la défense et l'extension du service public (éducation, santé, poste, eau...), pour la sortie du nucléaire et la défense de l'environnement, pour le droit au logement, pour celui des précaires, contre la vie chère. Ou encore la lutte contre les discriminations qu'elles soient sexuelles ou racistes. Et depuis quelques semaines, les myriades de luttes pour l'emploi, contre les licenciements, en particulier dans l'automobile.

Dans la défense du droit de séjour des immigrés, RESF a prolongé de nouvelles formes de lutte déjà apparues avec un mouvement comme Act Up, par exemple .

À noter aussi la mise en cause des modes de consommation, avec en particulier la contestation de la publicité à la fois dans son extension et son contenu.

Enfin, l'alter mondialisme est toujours actif à travers notamment les forums sociaux européens et mondiaux même si un second souffle doit être trouvé.

Tous ces mouvements sont toujours très vivants, même si leur capacité de mobilisation fluctue. Mais toujours, ils rencontrent une profonde sympathie dans l'opinion, preuve que le refus de la situation imposée par la société capitaliste est profond. Il leur manque le débouché dans un mouvement d'ensemble et trop souvent la volonté de la part de certaines directions d'en fournir l'occasion ou d'en construire les conditions.

Le développement du chômage de masse depuis des années, de la précarité, taux de syndicalisation au plus bas, mesures réactionnaires tous azimuts : le mouvement syndical est en crise et est marqué par des reculs majeurs pour le mouvement social.

Une crise dont nous devons bien prendre la mesure car elle hypothèque toute possibilité de mouvement d'ensemble, et contribue à la démoralisation, alors que les travailleurs ont plus que jamais besoin d'un outil pour recréer une solidarité de classe et dans l'unité favorisant leur capacité à peser sur les enjeux stratégiques. Nous ne pouvons nous satisfaire de l'extrême faiblesse actuelle des syndicats. Le mouvement ouvrier est à reconstruire, non seulement sur le plan politique, mais, en même temps, sur le plan social et syndical.

Notre orientation doit contribuer à apporter des réponses. Le chemin que nous soutenons est celui des résistances et des luttes offensives pour la plupart éparpillées et souvent ignorées, et d'autres enfin qui n'ont pas pris les chemins traditionnels comme celles des précaires, des chômeurs, des sans-papiers, des sans-droits, des mal-logés, de l'hôpital de Carhaix... C'est le chemin inverse qui est pris quand des dirigeants confédéraux prennent la voie de l'institutionnalisation, de l'adaptation aux orientations libérales à l'échelle nationale comme européenne, à la politique de soi-disant « dialogue social » et des « diagnostics partagés » du gouvernement et du Medef. Un sentiment d'exaspération sociale est en train de grandir. En aidant à développer un syndicalisme de lutte de classes, appuyé sur les équipes qui souhaitent une unité de combat, nous nous adressons à l'ensemble des salariés pour :

- contribuer au combat idéologique, rompre avec la politique de cogestion et d'accompagnement, défendre un syndicalisme dont le double objectif doit être la défense des revendications immédiates et quotidiennes mais aussi la lutte pour une transformation d'ensemble de la société en toute indépendance des partis et de l'État ;

- La démocratie dans les syndicats et dans les luttes, l'auto-organisation. Nous défendons les assemblées générales souveraines, la création de comités de grève, de coordinations pour une représentation démocratique des salariés en lutte, avec des représentants élus et révocables. C'est nécessaire pour que les grévistes et ceux et celles qui luttent, décident, contrôlent réellement leur mouvement et ne soient pas dépendants des directions syndicales. Ces expériences sont indispensables aux opprimés pour prendre en

main leur sort et diriger un jour la société.

Il est temps de ne plus gaspiller les potentialités de lutte et l'exaspération en se prêtant au jeu de dupes du dialogue social avec le gouvernement, par la division, les journées de grève saucissonnées, secteur après secteur. Ici et maintenant, nous pouvons réagir ! Prendre appui sur les résistances qui existent dans tous les secteurs, mais dispersées, en favoriser la convergence. Un Tous ensemble, déterminé, unitaire, la généralisation des luttes et des grèves, voilà ce qu'il faut pour battre ce gouvernement et ses contre-réformes !

Le nouveau parti peut être un élément pour la sortie de cette crise. Parmi les militants qui nous rejoignent, beaucoup sont des salariés du privé et du public. Certains sont déjà engagés syndicalement, d'autres n'ont pas trouvé jusqu'à présent de raisons valables de militer dans les organisations syndicales telles qu'elles sont, ou ne le peuvent pas vu leur entreprise et leur contrat de travail.

Face à cette situation, nous pensons que les militants du NPA (quand ils le peuvent) doivent s'investir pour renforcer le mouvement syndical dans les entreprises, les branches professionnelles ou les structures interprofessionnelles. En y développant l'unité entre les salariés malgré les différents statuts, pour y faire vivre la démocratie et un syndicalisme de lutte de classe ainsi que l'unité entre les syndicats.

Dans le respect de la démocratie et de l'indépendance du mouvement syndical, les militants du NPA défendent ces idées à tous les niveaux de leur syndicat, à la base, dans toutes les réunions d'instance et dans les congrès, lorsque cela s'avère possible.

III - Quelles campagnes pour les mois qui viennent ?

III . 1 : Un parti qui agit par lui-même

Le parti que nous construisons est un parti pour les luttes. Dans ce contexte politique et social, nous avons une responsabilité particulière et devons montrer que face à la crise, il y a une gauche qui résiste, une gauche qui fait des propositions. C'est pour cela que, outre une politique unitaire vis-à-vis de l'ensemble de la gauche sociale et politique-le NPA mènera dans les mois qui viennent ses propres campagnes comme par exemple :

- pour l'emploi, notamment par l'interdiction des licenciements (retour du CDI comme règle unique du contrat de travail) et le développement des services publics ;
- pour une autre répartition des richesses, par l'augmentation des salaires, des allocations sociales, des pensions, pour une hausse du niveau de la vie ;
- pour répondre à la crise économique et écologique, par l'appropriation des grands groupes de l'énergie et des transports ;
- et pour populariser la nécessité d'un débouché politique pour la réalisation d'un plan d'urgence social, écologique et démocratique.

Ces campagnes qui serviront de support à notre agitation anticapitaliste doivent se décliner sur plusieurs mois :

- par du matériel adéquat : des tracts thématiques, pouvant être développés sur 4 pages, des argumentaires destinés aux militant-e-s, des campagnes d'affichage donnant une visibilité d'ensemble ;
- par l'organisation de réunions locales autour de la campagne avec la présence d'intervenants nationaux si les comités le souhaitent ;
- par des dossiers spécifiques dans la presse du parti ;
- et si cela est possible par des interventions sur des lieux publics : actions et manifestations dont le NPA peut être à l'initiative, seuls ou en liaison avec d'autres organisations ou secteurs en lutte.

L'objectif de ces campagnes est triple pour le NPA :

- Construction du nouveau parti en regroupant plus largement dans le cadre de ces campagnes.
- Populariser notre programme, nos propositions, créer le débat à gauche et dans le mouvement social.
- Être actifs dans les luttes et les mobilisations locales ou nationales, Participer, organiser, initier les luttes afin de changer le rapport de forces entre les classes.

III . 2 : Une orientation unitaire pour construire les convergences et gagner !

Face à l'offensive de la droite et du patronat, dans ce contexte de crise sociale majeure, il est indispensable pour le NPA d'être à l'initiative ou de participer à des campagnes unitaires permettant de rassembler toutes celles et tous ceux ainsi que les organisations d'accord pour se mobiliser sur telle ou telle question, tout en défendant publiquement nos positions. D'ores et déjà, nous devons agir pour remobiliser les militants autour de revendications unifiantes (pas de revenus inférieurs à 1500 euros nets, 300 euros pour tous, tout de suite, arrêt des licenciements et des suppressions de postes dans les services publics...) afin d'ouvrir une perspective pour un mouvement d'ensemble.

Services publics, éducation nationale

Le Comité national unitaire contre la privatisation de la poste, qui rassemble 50 organisations, a lancé un appel à la création de comités locaux dans tout le pays. Dans de nombreuses régions, des luttes existent en défense des services publics (contre la fermeture d'hôpitaux, par exemple).

Dans les mois à venir, les comités du NPA doivent être partie prenante de la construction d'un mouvement unitaire de masse pour la défense des services publics (par le biais des comités de défense de la poste, et par les collectifs de défense des services publics...).

Dans l'Education Nationale, les attaques sont multiples : suppressions massives de postes, menaces sur la maternelle, destruction des RASED, stigmatisation des enfants en difficulté, renforcement de la hiérarchie et du flicage... Face à la mobilisation lycéenne du mois de décembre Sarkozy et Darcos ont reculé, suspendant la réforme des lycées. Pour autant les résistances n'ont pas cessé dans l'Education, dans le premier degré notamment. Une des nécessités de l'heure c'est bien de construire un mouvement de masse pour défendre le service public d'Education rassemblant enseignants, parents, lycéens et étudiants...

Emploi

Dans le contexte de crise, les licenciements sont nombreux et les vagues de licenciements vont se poursuivre dans les mois à venir. Là aussi, des luttes se développent (dans l'automobile entre autres). Aussi se pose la question de la convergence et de la coordination des entreprises en lutte, avec comme perspective une manifestation nationale pour l'interdiction des licenciements. Les mobilisations pour lutter contre les licenciements doivent s'articuler aussi à celles des chômeurs pour la hausse des minimas sociaux et des indemnités. C'est à cela que les militant-e-s du NPA oeuvreront dans les semaines et les mois à venir.

Sans-papiers

Les collectifs de soutien aux travailleurs sans papiers se sont développés l'année passée. Ils exigeaient des papiers pour ceux, sans droits, à la merci de leurs patrons. Il est primordial pour les militant-es du NPA, d'aider à renforcer et à construire ces collectifs unitaires de soutien aux travailleurs sans papiers en lutte, comme de poursuivre notre participation aux Réseaux d'Education Sans frontières, et d'exiger la régularisation de tous les sans papiers.

Mobilisations contre la guerre et l'impérialisme

Le sommet de l'OTAN début avril à Strasbourg doit être l'occasion d'une manifestation européenne massive contre la guerre et pour le retrait des troupes étrangères d'Irak et d'Afghanistan, pour la rupture avec l'OTAN.

- Alors que la remise en cause de la politique française en Afrique reste très largement insuffisante, nous devons participer au mouvement pour l'abolition de la dette et démasquer sans relâche le rôle des troupes françaises sur ce continent, mais aussi contribuer aux actions contre les multinationales françaises, comme la campagne « Areva ne fera pas sa loi » au Niger.

- Nous réaffirmons notre soutien aux droits et à la résistance des peuples en lutte pour leur émancipation : soutien à la résistance du peuple palestinien en lutte depuis 60 ans contre l'occupation et l'oppression que lui fait subir l'État israélien. Partageant la légitime colère qui a saisi une part importante de la population en France, le NPA dénonce l'hypocrisie des partis de la droite et de la direction du PS qui refusent de condamner l'agression israélienne, comme d'en tirer les conséquences. Au premier rang de celle-ci, il y a la dénonciation de la complicité de l'Union européenne et la demande d'une rupture des

accords d'association avec Israël.

- Soutien au peuple tchéchène conquis par les Russes au milieu du XIX^e siècle, déporté sous Staline, massacré pendant les deux dernières guerres de Tchétchénie alors que leur proclamation d'indépendance avait été entérinée par des élections libres.

Soutien au peuple tibétain opprimé par la Chine.

Soutien aux Kurdes dont les droits sont bafoués dans tous les pays où ils sont dispersés...

- Face à l'Union des oppresseurs de la Méditerranée promue par Sarkozy, nous devons développer le soutien aux luttes sociales et aux prisonniers politiques au Maghreb (emprisonnés de Redeyef/Gafsa, de Sidi Ifni...)

- L'Amérique latine est, du point de vue de la résistance au néolibéralisme et de la recherche d'alternatives politiques et économiques, un espace en pleine effervescence. Nous nous associons aux mouvements de solidarité avec tous les peuples latino-américains et nous observons avec une attention particulière et beaucoup d'espoir les processus en cours en Bolivie, Équateur et Venezuela.

- Nous sommes partie prenante des contre-sommets et forums altermondialistes, comme le Forum social mondial de Belém fin janvier 2009 ou le Forum social européen d'Istanbul à l'automne 2010.

Climat

Nous participons à la campagne pour imposer d'autres politiques climatiques en vue du sommet de l'ONU qui se tiendra à Copenhague fin 2009. Nous avançons la nécessité de réponses socialement justes, ambitieuses et porteuses d'un projet internationaliste basé sur la solidarité du Nord et du Sud.

Nous participons en ce sens au collectif « Urgence climatique justice sociale » ou tout autre cadre unitaire local.

Initiatives LGBTI

Nous participons activement aux initiatives suivantes : Journée contre l'homophobie le 17 mai, marches des fiertés en juin et juillet, Existrans (marche des trans) en octobre, journée mondiale de lutte contre le VIH/sida le 1er décembre.

Quartiers populaires

Le NPA s'engage dans les quartiers populaires, en poussant à l'auto-organisation, en s'adaptant aux problématiques sociales et politiques de ces quartiers. Le NPA doit inventer un nouveau vocabulaire, différent de celui des médias et des partis politiques institutionnels, et de nouvelles formes de lutte qui permettent aux militants des quartiers populaires de s'inviter sur la scène politique. Le NPA propose des campagnes autour de l'héritage du colonialisme, de l'exploitation des pays du Sud par les pays du Nord, des discriminations, des violences, de l'injustice et des inégalités de traitement des institutions juridiques et policières.

Campagne « jeunes »

Ces dernières années, la jeunesse fait preuve d'une combativité particulière. Presque chaque année, nous assistons à des mobilisations importantes (Contre Le Pen, Guerre en Irak, LMD, Loi Fillon, CPE, LRU, Réforme Darcos...). Au cours de ces mobilisations, une nouvelle génération militante a commencé à émerger. C'est pourquoi, nous devons chercher à organiser massivement des jeunes dans le Nouveau Parti. Pour cela, nous devons proposer des réunions ouvertes du NPA en direction de la jeunesse, mais aussi faire la démonstration au quotidien de l'utilité de l'organisation collective.

Le NPA doit également chercher à élaborer des campagnes en direction de la jeunesse :

- **Contre la déqualification et la casse de nos diplômés.** L'objectif de la classe dirigeante de faire baisser le coût du travail pour augmenter leurs profits, touche de manière encore plus violente les jeunes. Contrats précaires, CDD, Intérim, salaire au SMIC, sont la règle pour les jeunes qui arrivent sur le marché du travail. Mais c'est aussi dès l'école et l'université qu'on cherche à former des salariés moins qualifiés, plus précaires et sans garanties collectives. LMD, Loi Fillon, LRU, réforme des IUFM, réforme du lycée de Darcos ont un objectif commun : réduire le niveau de qualification, soumettre le contenu des diplômes aux besoins immédiats du marché et individualiser les diplômés pour briser les garanties collectives des

futurs salariés. La question de notre avenir et de nos futures conditions de travail préoccupe la jeunesse. C'est sur ces questions que nous essayons de déclencher des mobilisations en informant le plus largement possible sur le contenu des réformes, en essayant de rassembler l'ensemble des forces pour appeler à des AG sur les facs et les lycées et à des manifestations. En direction des jeunes travailleurs, nous menons du travail sur la question de la précarité et des salaires. Pour que les mobilisations aillent le plus loin possible et gagnent, les jeunes du nouveau parti défendent l'auto organisation en poussant à la construction de coordinations nationales, d'élection de comités de grève... Dans l'objectif de construire un mouvement d'ensemble, nous défendons que les mouvements de jeunes doivent se lier au reste des secteurs salariés pour pouvoir gagner.

- **Contre la guerre et le sommet de l'OTAN.** Cette question a un écho particulier dans la jeunesse où le sentiment anti-guerre est important (Irak, Palestine) et peut entraîner plus largement dans la mobilisation. C'est pourquoi, sur cette question, le NPA doit mener des campagnes particulières en direction de la jeunesse, notamment dans le but d'emmener largement des jeunes à la manifestation et au contre sommet de l'OTAN.